22 octobre 2020

Président Abdel Fattah Al-Sisi République Arabe d'Egypte Le Caire, Egypte

Monsieur le Président Abdelfattah al-Sissi,

Nous vous adressons cette lettre afin d'exprimer notre profonde préoccupation au sujet du maintien en détention de prisonniers d'opinion en Egypte. Tandis que les risques sanitaires sont aggravés par la pandémie de COVID-19, nous vous exhortons de donner la priorité aux droits humains des détenus et de libérer immédiatement ceux dont la détention est arbitraire.

Malgré ces risques, nous constatons qu'un nombre important de défenseurs des droits humains, avocats, militants politiques et autres prisonniers d'opinion demeurent en détention en Egypte. Nous relevons notamment que la détention provisoire du militant politique Ramy Shaath se poursuit depuis plus d'un an sans inculpation. Nous notons la détention continue de l'activiste Alaa Abdelfattah, dont la soeur Sanaa Seif a été détenue alors qu'elle et ses proches tentaient de porter plainte auprès du Procureur général pour une agression dont elles ont été victimes devant la prison de Tora. Nous observons également le maintien en détention des avocats de défense des droits humains Mohamed al-Baqer, Zyad el-Elaimy, Mahienour el-Massry, Haitham Mohammadein et Ibrahim Metwally, des chercheurs Patrick Zaki et Ibrahim Ezz el-din, ainsi que des journalistes Esraa Abdelfattah, Solafa Magdy, Hossam al-Sayyad et Mahmoud Hussein. Nous soulignons que ceux-ci ne sont que quelques-uns des nombreux prisonniers d'opinion détenus au péril de leurs vies dans les prisons égyptiennes. Nous rappelons les décès évitables cette année du musicien Shady Habash et du citoyen américain Moustafa Kassem, tous deux suite à la privation de soins médicaux adéquats en détention.

En mai 2020, une <u>déclaration commune</u> de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), de l'ONUDC, du Haut-Commissariat de l'ONU pour les Droits humains (HCDH), et de l'ONUSIDA appelait à des remises en liberté de détenus pour réduire la surpopulation carcérale; le porte-parole du HCDH avait déjà adressé cet <u>appel spécifiquement à l'Egypte</u>, en conférence de presse en avril. Ces déclarations appelaient à la remise en liberté des personnes en détention provisoire, qui peuvent se compter en milliers, ainsi que de tout détenu pouvant être libéré sans poser de risques graves à la sécurité publique. La propagation continue du COVID-19, qui risque d'être exacerbée par le refus de mettre en oeuvre ces recommandations, pose un risque sérieux à la santé publique et la sécurité mondiales, ce qui inquiète vivement tous nos gouvernements.

Plutôt que de procéder aux libérations nécessaires pour garantir la sécurité des prisonniers et le respect de leurs droits, votre gouvernement a imposé des restrictions supplémentaires sur la population carcérale, limitant l'accès aux détenus, restreignant l'accès de leurs familles aux informations vitales sur ces personnes, et renouvelant leurs périodes de détention sans véritables audiences judiciaires. L'extrême surpopulation et le manque d'accès aux soins médicaux dans les lieux de détention et prisons ont créé une situation dramatique, et des informations sur des cas de COVID-19 parmi le personnel carcéral ont émergé.

Nos pays respectifs et l'Union européenne nouent depuis longtemps des partenariats avec l'Egypte fondés sur des intérêts et valeurs partagées. Il est crucial à cet égard de faire respecter les droits et libertés fondamentales inscrites dans la Constitution égyptienne et les traités internationaux portant sur les droits humains auxquels nous sommes parties. Le fait de continuer de maintenir en détention des prisonniers d'opinion, contrevient non seulement à nos intérêts communs mais aussi au fondement de nos relations. En tant que parlementaires nationaux et européens profondément investis dans les relations entre nos pays et l'Egypte, nous saisissons cette occasion malheureuse pour souligner le fait que les violations des droits humains ne sont ni nécessaires ni productives en vue d'assurer la sécurité et la stabilité. Au contraire, les violations continues de ces droits, telles qu'évoquées dans cette lettre, mettent gravement en péril les relations saines entre Etat et société, qui constituent la base d'une gouvernance stable.

Ayant à l'esprit ces intérêts, nous vous demandons de libérer Ramy Shaath, Alaa Abdelfattah, Sanaa Seif, Mohamed al-Baqer, Zyad el-Elaimy, Mahienour el-Massry, Haitham Mohammadein, Patrick Zaki, Ibrahim Ezz el-din, Ibrahim Metwally, Esraa Abdelfattah, Solafa Magdy, Hossam al-Sayyad et tous les prisonniers d'opinion injustement détenus. En outre, nous vous exhortons d'user de la détention provisoire comme d'une mesure de dernier recours et de mettre fin aux détentions répétées de journalistes, de militants politiques et de défenseurs des droits humains, comme vous l'ont demandé 12 experts onusiens des Procédures spéciales, dans une déclaration commune le 24 août dernier -- et selon les bonnes pratiques recommandées notamment par l'OMS, l'ONUDC, le HCDH, l'ONUSIDA pour réduire la surpopulation carcérale en temps de pandémie. Nous vous enjoignons aussi de faire cesser les représailles à l'encontre des défenseurs des droits humains plaidant pour la libération des prisonniers politiques, y compris Bahey eldin Hassan, un des plus éminents défenseurs égyptiens, récemment condamné à 15 ans de prison ferme par contumace pour avoir pacifiquement critiqué les pratiques des autorités égyptiennes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.